



# 21

Juin 2010

Périodique de l'asbl

Culture et Démocratie

Bureau de dépôt:

Bruxelles X

## Sommaire

- L'investissement culturel dans la lutte contre l'illettrisme. Action culturelle et responsabilité sociale | *Marie-Christine Bordeaux* | 2
- Angle de vue | *Emmanuelle Bonheure* | 4
- Pauvreté du regard | *Chantal Dassonville* | 4
- L'Europe, la pauvreté, la culture – 7 thèses pour ouvrir un débat | *Jean Hurstel* | 5
- De la violence symbolique. 2010 : année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale | *Baptiste De Reymaeker* | 6
- Éviter l'«abonnement» intergénérationnel à la pauvreté | *Bernard De Vos* | 7
- La culture, élément constitutif méconnu de la lutte contre la pauvreté | *Françoise De Boe* | 7
- Culture : prendre la parole | *Anne Herscovici* | 8
- La culture, contribution à la lutte contre l'exclusion | *Christiane Verniers* | 8
- Pauvreté, participation, culture | *Régis de Muylder* | 9
- Quand j'entends le mot culture, je sors ma barre de fer. Pour la protéger | *Philippe Hensmans* | 9
- L'école est le véritable enjeu de l'émancipation sociale | *Catherine François* | 10
- Trame de fond | *Noëlle De Smet* | 11
- L'Europe et la lutte contre la Pauvreté | *Marie Poncin* | 11
- Visite au «Kot» d'Anvers | *Guido Fonteyn* | 12
- Images : Antonio Segui, Frédéric Pauwels | *Georges Vercheval* | 12

## Éditorial

### L'art de créer de la misère

À qui parcourt la planète, il semble que l'art le plus répandu parmi les gouvernements humains soit celui de créer de la pauvreté, d'accumuler de la misère, d'épuiser les ressources de la nature et de détruire les conditions de la vie sur terre. Cet art s'appelle «l'économie»; il est enseigné dans toutes les hautes écoles et toutes les universités du monde. Plus vous pratiquez cet art, plus riche, plus estimé et plus respecté vous serez. Mais ce n'est pas si facile; c'est même toute une culture de la relation à l'humanité, à ses populations, à la planète. Il faut intégrer ses dogmes et s'y tenir intégralement: prendre plaisir à obtenir d'autrui plus qu'il ne peut vous donner; tirer profit de sa faiblesse; et, lorsque vous êtes satisfait d'avoir pris cet avantage sur lui, avoir plus de plaisir encore à le mépriser de s'être laissé gruger; savoir garder l'anonymat à la bourse et le secret à la banque; accepter l'argent avec le sourire d'où qu'il vienne; inciter des terreurs pandémiques pour y vendre des élixirs; susciter des conflits pour y écouler des armes; inventer des systèmes qui vous attribuent d'importants pouvoirs sans devoir assumer de responsabilité; prendre ce qui rapporte et laisser à charge d'autrui ce qui coûte; abuser de tout ce que la collectivité vous offre, sans rien jamais lui céder et, lorsque vous êtes contraints de lui concéder un euro, le lui faire payer par trois fois et même par cent si vous en avez le talent: tout cela demande une longue éducation, rigoureuse, intégrale, intégrée. Tenez-le vous pour dit: en cette matière, seuls réussissent les champions de l'intégrisme.

Eh! Ce n'est pas si simple de créer massivement de la pauvreté; mais certaines techniques

culturelles peuvent vous y aider. La plus répandue est celle qui laisse supposer au monde que votre activité génère de «la croissance», des «plus-values». C'est une chose si drôle en effet qu'on puisse appeler «croissance» l'art de détruire sa maison, d'y corrompre le jardin, d'y infecter l'étang, d'en ruiner les forêts et d'y brutaliser ses gens. Comment ne pas s'amuser de ces tartufferies! Au terme de cette croissance, il ne reste alors, sur le théâtre du monde, que désolation, aridité, errance et abandon. Et au milieu de ce sinistre – qu'on appelle pudiquement «les friches»: des pauvres par centaines, par milliers, des pauvres sans logis, sans papiers, sans droit, sans liberté, sans représentant, rôdant échevelés par millions dans les terrains vagues, les maisons dévastées des «plus-values» de l'économie mondiale.

Quand en aurons-nous assez? Combien de millions de pauvres faudra-t-il encore créer avant de susciter notre réveil? Quand commencerons-nous à engendrer du bien-être pour l'humanité? Quand et comment nous dégagerons-nous de l'ivresse de la destruction massive des vies humaines et du vivant du monde? Quand ouvrirons-nous d'autres chemins à la liberté humaine? à l'égalité humaine? Ce sont autant de questions culturelles – auxquelles travailler ensemble – avant de pouvoir devenir des questions politiques.

*Roland de Bodt*

Chercheur et écrivain,

Président de Culture et Démocratie

Mons, le 25 mai 2010

Antonio Segui  
*Como un Sombrero*, 2008  
49 x 37,5 cm / 19,2 x 14,7 in.  
gravure au carborundum  
sur papier Japon  
contrecollé sur Arches.  
© Béatrice Hatala



# L'investissement culturel dans la lutte

## Action culturelle et responsabilité sociale

*L'article qui suit est extrait de la synthèse de l'étude « Action culturelle et lutte contre l'illettrisme »<sup>1</sup> réalisée en France par l'Observatoire des politiques culturelles à la demande de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme et du Ministère de la Culture et de la Communication (Délégation générale à la langue française et aux langues de France). La direction scientifique a été confiée à Marie-Christine Bordeaux (maître de conférences en sciences de la communication au Gresec-Grenoble 3), Martine Burgos (sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales) et Christian Guinchard (sociologue à l'université de Haute-Alsace, Mulhouse). Cette étude s'est intéressée à l'investissement du champ culturel dans la lutte contre l'illettrisme.*

Depuis les années 60-70, l'illettrisme occupe une place centrale dans les préoccupations des réseaux luttant contre la grande pauvreté et toutes les formes de précarité sociale. Pour certains d'entre eux, la culture occupe une place privilégiée au sein même de la problématique de l'illettrisme. La culture, à la fois au sens anthropologique du terme, et dans sa définition la plus « légitimiste »<sup>2</sup>, est donc au cœur de la définition de l'illettrisme. Mais, de façon paradoxale, l'action culturelle dans la lutte contre l'illettrisme occupe une place assez marginale dans un secteur où dominent les logiques de « rattrapage scolaire » et de formation.

(...)

### Quelle approche croisée de l'action culturelle et de la lutte contre l'illettrisme ?

L'objet de l'étude est l'analyse de la construction d'un espace de coopération entre le monde de la culture et le monde des acteurs sociaux engagés dans la lutte contre l'illettrisme. En tant que tel, le problème de l'illettrisme ne relève pas, en effet, des missions fondamentales des structures culturelles. C'est dans la concrétisation d'un partenariat entre acteurs que cette mission se dessine et se justifie, et qu'elle peut être décrite. Plus précisément, il s'agit d'analyser la rencontre entre des dynamiques culturelles et notamment ce que recouvrent les termes d'action culturelle et de médiation culturelle, et des dynamiques sociales telles que la mobilisation des pouvoirs publics, du monde de la formation, et de certaines associations autour du problème de l'illettrisme.

La difficulté principale de l'enquête de terrain a résidé dans le fait que la lutte contre l'illettrisme se présente comme une « cible floue », difficile à identifier en tant que telle, car toujours mêlée à d'autres cibles (insertion sociale, [ré]insertion professionnelle, lutte contre la grande pauvreté et les exclusions, recherche de publics éloignés de la culture, etc.).

### Les domaines culturels mobilisés

L'action culturelle, qui se fonde sur des valeurs de citoyenneté, d'accès à la culture et de reconnaissance de la diversité des formes culturelles, est par nature inter ou transdisciplinaire. L'étude n'a donc pas suivi un découpage par domaines artistiques et culturels, mais a privilégié des aspects transversaux.

La lecture publique est le secteur le plus facilement identifié et mobilisé, car les actions portant sur l'accès à la langue écrite reposent sur une double problématique : celle, utilitaire, de l'accès aux savoirs et à la maîtrise des techniques permettant de s'acquitter des tâches indispensables à la vie quotidienne, et celle, liée à la créativité et à l'écrit comme œuvre de création, de l'expression et du rapport ludique et inventif aux textes ; en somme, de la liste de commissions au poème. Il ne faut pas pour autant accepter comme évidente l'idée spontanée que le secteur

du livre serait plus adapté qu'un autre à la lutte contre l'illettrisme.

En effet, parmi les institutions de la culture légitime, ce sont les musées qui font le plus fréquemment l'objet de visites organisées pour les stagiaires illettrés impliqués dans des organismes de formation. On ne peut qu'être frappé par l'importance inattendue de l'institution muséale dans la lutte contre l'illettrisme. Cela conduit à formuler deux hypothèses :

- la présence déjà ancienne de postes de médiateurs dans les musées a permis non seulement le développement de compétences liées à l'art de l'« entre-deux », entre œuvre et public, mais également de compétences en matière de conception autonome de projet culturel ;
- le musée propose l'accès à des œuvres visuelles qui sont un bon support pour des échanges au sein d'un groupe, et dont la diversité permet une grande souplesse dans l'organisation des parcours. Inversement, dans le secteur des arts vivants, c'est essentiellement la rencontre avec l'artiste créateur qui est valorisée, la notion de médiation culturelle y étant peu familière. La figure de l'artiste créateur domine également les autres domaines culturels : arts plastiques (en lien ou non avec un centre d'art), musique (notamment la chanson), danse.

### Typologie de l'investissement culturel

On peut discerner trois modalités dans les formes d'investissement culturel : l'accueil et l'accompagnement des publics ; l'accompagnement des pratiques, la mise en valeur de productions encadrées et de traces ; l'intervention artistique au sens fort du terme, l'œuvre collective.

- La première modalité prend la forme de « sorties », ce qui explique la prédominance des visites de musées et d'expositions. Les services chargés de la médiation culturelle essaient dans la plupart des cas de construire des relations suivies plutôt que de favoriser des visites ponctuelles.
- La deuxième fait intervenir la réalisation d'objets présentés et mis en valeur de façon qu'ils puissent apparaître comme des objets littéraires ou artistiques qui sont considérés comme autant d'exercices d'application ludique des compétences acquises en cours du stage.
- La troisième modalité nécessite l'intervention de ces professionnels « artisans culturels », sollicités selon deux plans d'actions qui, le plus souvent, interagissent, au titre de producteurs, travaillant *pour* et *à partir* de ces publics en difficulté : ils transforment ce que les personnes sont et disent, pour le leur restituer en chansons, en textes imprimés par exemple.

### Quels repères conceptuels pour l'investissement culturel dans la lutte contre l'illettrisme ?

- **Légitimité / illégitimité : une tension toujours vive, des assouplissements à la marge** (...)
- La diversité des partenariats culturels impli-

# contre l'illettrisme

qués dans la lutte contre l'illettrisme doit pouvoir être prise en compte. L'étude de l'investissement culturel ne peut faire l'économie d'une description ouverte du champ culturel concerné. Le développement et le caractère durable des actions ne peuvent non plus faire l'économie de cette ouverture. (...) On ne peut que plaider ici pour un élargissement des critères d'expertise de l'État, qui restent déterminants dans l'ensemble des politiques publiques de la culture. À l'expertise artistique (voire esthétique) actuellement pratiquée, il faut associer une expertise culturelle, c'est-à-dire des critères d'appréciation de projets culturels.

## • *Démocratisation / démocratie culturelles : une opposition en voie de dépassement*

D'une certaine façon, les actions culturelles dans la lutte contre l'illettrisme conduisent à opérer un dépassement du modèle qui a été longtemps fondateur pour analyser l'histoire des politiques culturelles et de l'éducation populaire. Il ne s'agit pas, en effet, d'opposer fréquentation des œuvres légitimes et pratique en amateur de formes d'expression artistiques et culturelles. Dans les monographies, on voit que les pratiques dont il est question ne répondent pas à la définition de la pratique en amateur : on ne peut en effet qualifier d'« amateur » des pratiques artistiques qui ne sont ni régulières, ni menées volontairement avec d'autres individus, selon des modes de sociabilité et de production particuliers. Ces pratiques ne préexistent pas à l'activité formative et font en quelque sorte partie du « programme » de l'atelier de formation dont le rôle prescripteur est important : ce sont donc des pratiques prescrites, en quelque sorte provoquées, et épisodiques. Il ne s'agit pas non plus de vouloir faire entrer dans le champ des œuvres légitimes le produit d'activités accompagnées. Ce qui fait la différence entre ces productions, ce n'est pas l'aspect économique, ni la dimension esthétique, mais leur finalité : il s'agit bien de réhabiliter des personnes, de leur offrir une occasion de développer leurs possibilités d'échanges symboliques, de les mettre en confiance face au défi d'un nouvel apprentissage. Accès aux œuvres et pratiques accompagnées sont, en quelque sorte, des finalités en soi, mais elles répondent également à un projet à la fois culturel, social et formateur.

## • *La force des convictions*

Il est assez naturel que cette forme d'« exil dans le langage » qu'est la situation des illettrés paraisse particulièrement révoltante à ceux dont l'univers de travail est constitué par la maîtrise des codes culturels, la formalisation des échanges symboliques, la maîtrise de la langue et des langages de l'art. Si la représentation de l'illettrisme est assez claire et assez conforme au discours public dans l'ensemble des entretiens, le fait même de l'illettrisme est considéré comme assez embarrassant à appréhender. Le centrage sur la relation affective se trouve majoritairement chez les personnes qui accomplit-

sent une fonction de médiation. Chez les responsables culturels et politiques, c'est plutôt le thème de l'engagement qui domine. Tout se passe comme si la force des convictions tenait lieu de programme d'action et de volonté politique. Les acteurs culturels se représentent la lutte contre l'illettrisme comme une croisade personnelle, alors que dans des domaines qui pourraient déclencher les mêmes déclarations d'attachement (action culturelle en prison, à l'hôpital, pour les sourds, les aveugles), le discours est plus rationnel, les actions se sont professionnalisées et sont encadrées par une construction administrative (protocoles d'accord nationaux, conventions régionales, conventions locales). La lutte contre l'illettrisme n'est pas encore entrée dans le « droit commun » des politiques culturelles.

## • *La logique du don*

Cette militance se joue dans le registre de la générosité, du don, ce qui pose la question du contre-don : de quelle nature est-il ? Qu'attendent les acteurs culturels de leur implication personnelle et, somme toute, désintéressée ? La contrepartie exprimée explicitement par l'ensemble des acteurs interrogés, c'est l'autonomisation des illettrés : le fait qu'ils pourront se mettre en mouvement, se prendre en charge, revenir d'eux-mêmes dans les lieux culturels où ils ont été emmenés dans le cadre d'actions culturelles et de pratiques plus ou moins contraintes. Pourtant, dans les mêmes entretiens, très peu d'acteurs culturels témoignent de cet aboutisse-

ment réel. Plus profondément, les porteurs de projets sont guidés par l'idée que, grâce à leur engagement auprès de ce public, grâce à ce public, ils assument pleinement leur vocation personnelle dans le champ culturel. Plus les difficultés sociales vécues par les personnes sont grandes, plus la vocation est accomplie.

Ceux qui se placent ainsi dans la logique du don sont dynamiques, mais ils négligent d'objectiver leur action dans des outils de médiation, des conventions, des bilans, etc. En outre, ce sont bien souvent les acteurs les moins dotés de capitaux à faire valoir dans leur champ professionnel. La logique du don, c'est aussi une façon de s'établir et de s'élever dans le champ en tentant d'y refonder les hiérarchies reconnues, de rebattre les cartes, non seulement en leur faveur, mais aussi en faveur des valeurs dont ils sont porteurs.

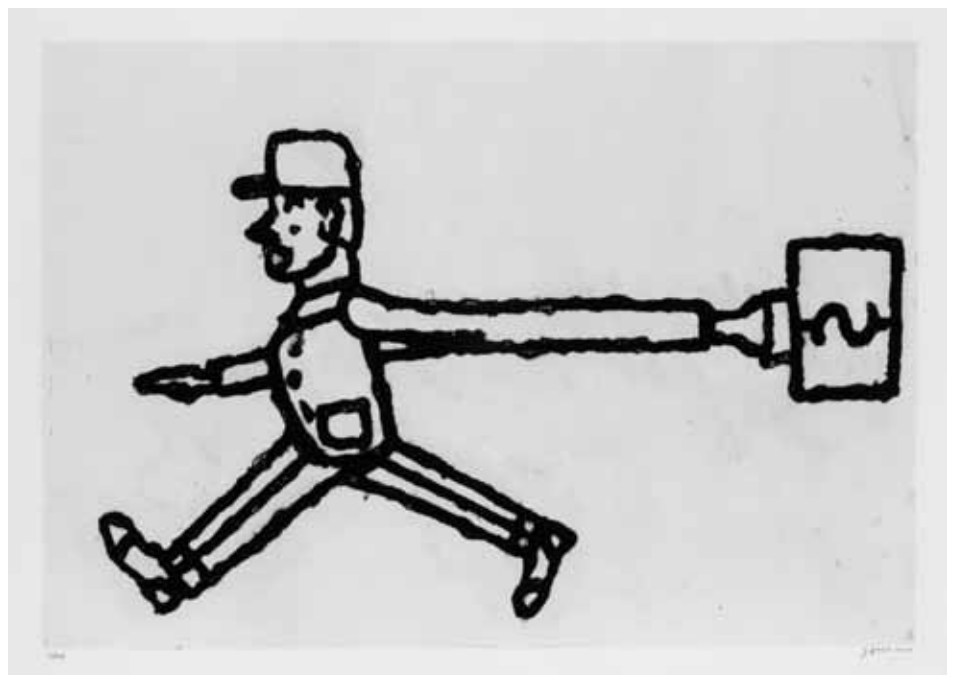
*Marie-Christine Bordeaux*

Chercheur en sciences de la communication au Gresec-Grenoble 3

1 Éditions de l'Aube / Observatoire des politiques culturelles, 2005, 207 pages, 18 euro. ISBN : 2-7526-0188-3. La synthèse de cette étude « Action culturelle et lutte contre l'illettrisme » est parue dans la revue *L'Observatoire*, n° 29, hiver 2006, Éditions Observatoire des politiques culturelles, pages 16-19. Plus d'informations sur <http://www.observatoire-culture.net/index.php?id=2&idp=2.1&num=35&>

2 Nous désignons par ce terme la définition professionnelle, savante et élitiste de la culture.

Antonio Segui, *Mano larga*, 2010, 54,5 x 79 cm / 21,4 x 31,1 in., gravure au carborundum sur papier Japon contrecollé sur Arches. © Béatrice Hatala



## Angle de vue...

*Face à la réalité, l'optimisme est un mensonge, le pessimisme une masturbation et une complaisance. La troisième attitude est difficile parce qu'elle suppose de s'ouvrir à ce qui est intolérable dans la condition humaine et, au contraire, à ce qu'on y trouve de rayonnant et tout cela simultanément.* (Peter Brook)

Je ne prétends pas ici, bien sûr, faire un discours définitif sur « les pauvretés » ou l'exclusion sociale. Il y a un constat : les richesses sont réparties de manière inégale et de plus en plus inégale, c'est injuste et sur cela je n'ai aucune prise. Il y a aussi la pauvreté intellectuelle, la misère affective, l'intolérance, la rigidité, la médiocrité intellectuelle d'une partie des citoyens de notre monde dit « évolué » (cfr Edgar Morin et son livre « Terre-Patrie »).

Et il y a un endroit où je peux œuvrer et partager ma pratique et ma passion du théâtre : quels que soient son niveau social, sa situation financière, sa place dans la hiérarchie sociale, un individu peut être mû par des pensées qui ne viennent pas de lui ; il a l'impression d'agir en accord avec lui-même mais ne fait que répéter des choses qu'il a prises pour siennes ; il pense comme on le lui a inculqué, vit comme il pense qu'il est normal de vivre ; tout cela sans s'interroger : « est-ce juste par rapport à moi, par rapport aux autres, par rapport au monde ? ».

## Pauvreté du regard

Lorsque résonne en moi le mot « pauvreté », des images apparaissent. Celles de mes 20 ans, quand ma représentation du monde était encore limitée à quelques dualités : les pauvres-les riches, le Sud-le Nord. Simples et lointaines, ces images se sont aujourd'hui complexifiées et surtout rapprochées. Il m'est difficile de « choisir », si je peux dire, quel type de pauvreté me touche le plus. Celle que j'affronte au quotidien dans la rue, où, hommes, femmes et enfants, venus d'ailleurs, errent à la recherche d'un lieu où poser leur vie ? Quelle force les pousse à quitter leurs terres, leurs liens, leur culture, et à faire face à des pertes aussi essentielles, jusqu'à celle de l'identité (ne pas avoir de papiers, de nom, de domicile) ? Celle du collègue dont le travail est déconsidéré parce que ses capacités ne correspondent plus à la nouvelle culture du management ? Dans un article récent<sup>1</sup>, le sociologue Alain Ehrenberg, cible le profond renouvellement des inégalités et notre incapacité à faire face au délitement du lien social. Il nous enjoint à retrouver le sens du mot solidarité dans une société où les logiques de compétition confrontent de plus en plus les individus à ce qu'il appelle « les pathologies de l'autonomie » qui engendrent des souffrances psychiques (ne pas être à la hauteur). Son analyse montre que les inégalités sont désormais vécues comme un échec personnel et non comme un destin collectif.

En sociologie, la culture est définie comme ce qui est commun à un groupe d'individus et comme ce qui le « soude ». Comment pouvons-nous agir et lutter contre l'exclusion sociale avec

Dans un atelier-théâtre, je peux tenter d'amener chacun, d'où qu'il vienne, à trouver une certaine liberté dans le jeu d'acteur qui conduira peut-être, plus tard, à plus de liberté d'être. Il y a les exigences du médium artistique, il y a une histoire à raconter, des personnages à faire vivre ; il faut que le public puisse suivre, croire vraiment à ce qui se passe, il faut rendre la scène « vivante ». On sort du « c'est bien, c'est mal », « t'es bon ou t'es mauvais », « tu conviens ou tu conviens pas ».

Dans les ateliers avec des publics dits « défavorisés », je peux permettre une rencontre entre Shakespeare (par exemple) et des acteurs amateurs (l'amateur est, étymologiquement, « celui qui aime »). Ce sont de belles rencontres qui suscitent souvent chez les participants l'envie de continuer à fréquenter l'auteur ou l'œuvre, ou d'autres œuvres. À la fin, nous sortons tous de l'aventure, moi comprise, en étant « plus riches pour la vie » (pour la vie quotidienne, je veux dire !). Dans ces milieux règne souvent l'idée que les œuvres musicales ou théâtrales, de même que la peinture ou la littérature, sont trop compliquées ou réservées aux riches ou aux bourgeois. À partir du moment où ces personnes sont mises en présence d'une œuvre, au moment où se produit une réelle rencontre, elles sont touchées comme tout un chacun, cœur et

âme, elles y goûtent et le désir, la curiosité sont là.

Rencontrer un groupe de gens pour mener un projet est toujours un défi, au sens où je me trouve face à un groupe d'humains avec leurs attentes, leurs rêves ou leur absence de rêves, leurs idées, leurs peurs, les discours et les croyances que l'on se forge pour vivre ou survivre. J'essaie d'être ouverte, réceptive à l'énergie de chacun et à l'énergie du groupe (mais je ne travaille jamais à partir du « vécu » psychologique des participants) et d'amener une histoire, un univers, des canevas d'improvisation pour qu'en finalité le « spectacle » se construise avec ces énergies.

*C'est notre lumière, pas notre ombre, qui nous effraie le plus. Quand nous laissons briller notre lumière, les autres ressentent inconsciemment la permission de faire de même. Quand nous nous libérons de notre propre peur, notre présence libère automatiquement les autres.* (Nelson Mandela)

### Emmanuelle Bonheure

Comédienne et metteuse en scène, notamment pour le CEC Artifices (La Louvière) et la Maison des Cultures et de la Cohésion sociale à Molenbeek où elle a mené des projets théâtraux et musicaux rassemblant des personnes socialement et culturellement défavorisées.

nos outils d'acteurs culturels ? Dans le domaine qui m'est proche, l'architecture, un paradoxe s'installe. Longtemps ignorée dans le champ des disciplines culturelles, l'architecture se forge aujourd'hui une nouvelle place dans les politiques publiques. Mais le langage qui l'entoure se réduit souvent à des termes comme : poser un geste architectural fort, choisir un grand architecte (sous-entendu, une star), comme s'il s'agissait de créer les nouvelles cathédrales du XXI<sup>e</sup> siècle et d'impressionner le pèlerin en manque de sensation pour alimenter l'économie des cités laborieuses en déclin. C'est ce que j'appelle la pauvreté du regard. L'édile s'en gargarise et le citoyen s'en réjouit, oubliant qu'il vient de traverser un espace public sans contour, qu'il a conduit son petit dans une école en containers, qu'il n'a pas encore rencontré son voisin arrivé il y a 6 mois. Pour peu qu'il soit du bon côté, il aura la chance de retrouver son cocon en tout point conforme aux pages glacées des magazines de décoration. Or, l'architecture est avant tout l'art de créer des espaces destinés à accueillir l'activité humaine. À tous les âges, nous avons besoin de lieux de sociabilisation et de lieux de silence, qui permettent à chaque individu d'entrer en contact avec son semblable, d'ouvrir les yeux sur le monde de l'autre, et de se ressourcer, autrement dit de s'épanouir. Formidable terrain d'expérimentation des modes d'occuper son environnement, et donc des processus relationnels qui en découlent, « l'architecture comme vecteur de cohésion sociale » nous est apparu comme un thème urgent dans le

cadre du Forum européen des politiques architecturales qui se tiendra sous la présidence belge<sup>2</sup>. Au-delà de la question formelle trop souvent isolée, l'école génératrice de lien social, les lieux symboliques du rassemblement, les nouvelles formes de l'habiter ensemble et les espaces publics, constituent autant d'enjeux de service public auxquels l'architecture peut, doit, redonner du sens afin que les espaces qui conditionnent notre rapport au monde, deviennent à nouveau des espaces de solidarité et de progrès.

*« La culture forge l'estime de soi, fonde la citoyenneté, cimenter la vie en communauté ; autant de choses qui sont des remparts à la violence, à la misère. »* Gilberto Gil

### Chantal Dassonville

Architecte, Directrice générale adjointe Cellule Architecture – Communauté française Wallonie-Bruxelles

<sup>1</sup> Le Monde du 26 avril 2010

<sup>2</sup> Les 18 et 19 novembre 2010 à Bozar – Bruxelles



Une prostituée dans une chambre à Charleroi. © Frédéric Pauwels

# L'Europe, la pauvreté, la culture

## 7 thèses pour ouvrir un débat

### Thèse n° 1 Le paradoxe européen.

La pauvreté, l'exclusion ne sont pas des phénomènes culturels mais bien la conséquence de l'inégalité croissante dans l'attribution des ressources financières au niveau national comme au niveau mondial, donc le résultat des politiques économiques menées depuis plus de trente ans par les instances européennes et les crises financières économiques et sociales traversées depuis plus de trois ans.

La croyance, malgré toutes les crises subies, que seul le divin marché et sa « main invisible » pourraient assurer le bonheur universel brut. Dans cette dérive conservatrice et libérale, l'Europe a joué un rôle majeur. Instituer une année de lutte contre l'exclusion et la pauvreté alors que pendant plus d'une génération toutes les mesures politiques et économiques ont privilégié une concurrence « libre et non faussée » du marché qui justement produisent exclusion et pauvreté.

**Thèse n° 2** La culture n'est pas un cache-misère. La culture ne peut-être convoquée pour masquer et sublimer la misère du monde.

Des industries culturelles de masse, des sons et des images aux manifestations culturelles réservées aux élites nanties de diplômes universitaires, de l'événementiel marketing des villes à la dérive, aux musées et aux spectacles pour touristes du 3<sup>e</sup> âge, la culture peut apparaître comme le supplément d'âme et le vecteur économique nécessaire au divertissement et à l'oubli des contraintes, limites et médiocrités vécues quotidiennement par des citoyens confrontés au ravage croissant du chômage, de la précarité et des plans d'austérité.

**Thèse n° 3** La culture, à travers ses multiples propositions, est avant tout la recherche d'un sens par une approche sensible.

Malgré tous les avatars de l'Histoire où elle fut mise au service de régimes totalitaires et fascistes, elle revendique une vision de l'homme et de la société critique et humaniste. Alors que le modèle libéral en usage réduit l'humain à un statut d'individu privatisé, à sa fonction de consommateur et de producteur (de moins en moins) à sa seule dimension économique, « les œuvres de l'Esprit » suggèrent et proposent souvent une vision plus contestataire de la société, et une approche plus sensible de la personne confrontée à son temps et à son espace.

En ce sens, le modèle libéral et le modèle inscrit dans l'action culturelle sont antagonistes.

**Thèse n° 4** Le maillon le plus faible représente la force réelle d'une chaîne.

Le sort réservé aux plus démunis est l'indicateur principal de l'état d'une société et de l'action de l'État. Lutter contre l'exclusion et la pauvreté n'est pas seulement un combat politique, c'est aussi un combat imaginaire et symbolique dans lequel la culture joue un rôle majeur.

Lutter pour la reconnaissance de l'égalité de dignité des personnes, quelles que soient leurs origines ou leurs ressources, est un droit de

l'homme essentiel et la principale dimension d'une démocratie, mais aussi un objectif des actions de culture menées en Europe. Comment ? Que peut la culture ?

**Thèse n° 5** Les voies traditionnelles de la démocratisation culturelle sont épuisées.

Aucune n'arrive à franchir l'insurmontable barrière sociale. Les 10% de la population qui fréquentent le spectacle vivant sont presque exclusivement constituées de diplômés universitaires du 3<sup>e</sup> cycle. Une politique de réelle démocratie culturelle met en œuvre une toute autre approche. Renonçant aux politiques culturelles de l'offre, à la promotion de la consommation culturelle, elle propose un système d'échange de représentations, de valeurs, donc de culture entre artistes et citoyens.

Depuis 20 ans, Banlieues d'Europe fédère ces initiatives dans des quartiers en déshérence. Projets de lutte contre l'exclusion par l'origine religieuse menés à Belfast (Irlande du Nord) par l'association Beat Initiative. Projets de lutte contre l'exclusion sociale à Vienne (Autriche) menés par l'association Wochenklausur avec des S.D.F mais aussi à Glasgow (Écosse) avec Fablevision. Projets de lutte contre l'exclusion urbaine menés à Lyon (France) par le Défilé de la Biennale de la danse. Des centaines d'initiatives à travers l'Europe mènent aussi une lutte peu connue, peu financée, à la marge de l'institution culturelle et jouent le rôle de tiers dans la conquête de la dignité des populations exclues. Ces projets mènent une lutte contre l'exclusion par la participation active d'une population ; ils font appel à l'imagination et à la créativité ; ils constituent des lieux de démocratie et de réflexion. Des propositions de chacun naît une œuvre collective ; ils assurent une formation mutuelle des participants.

**Thèse n° 6** La lutte contre l'exclusion et la pauvreté commence dans le secteur culturel lui-même.

Exclure une démarche, un projet pour asseoir sa légitimité n'est qu'un effet de la concurrence entre acteurs et artistes de la scène culturelle. Ni élitisme, ni populisme mais un partenariat actif pour dépasser les clivages et divisions entre secteurs sociaux et ceux de la culture, entre l'éducation et la culture, entre la recherche, l'université et la culture, l'éducation permanente et la culture.

De cette solidarité peut naître enfin une politique culturelle novatrice qui transcende les corporatismes et met la culture au centre de la Cité.

**Thèse n° 7** La culture est au cœur d'un combat idéologique contre l'inégalité et l'injustice.

La rude bataille de l'imaginaire contemporain qui se joue dans l'ensemble des représentations, valeurs mises en œuvre dans les médias et dans chaque personne qui traverse ce temps.

Les quartiers pauvres ne seraient qu'une image de l'enfer actuel. Peuplés uniquement de dealers, de délinquants, d'islamistes, de terroristes, alors que la population ne revendique qu'une seule valeur, le Respect. Ce combat pour le Respect et la dignité est inégal. De petits projets contre le bombardement massif des médias. Raison de plus pour agir avec force, conviction et imagination.

De nouvelles utopies culturelles sont déjà en marche<sup>1</sup> et l'exploration des paroles, représentations, cultures de notre monde et du continent, de la pauvreté et l'exclusion n'en est qu'à ses prémises. Les cultures de ce temps restent à découvrir, réduire la pauvreté et l'exclusion est un combat politique mais aussi un combat culturel.

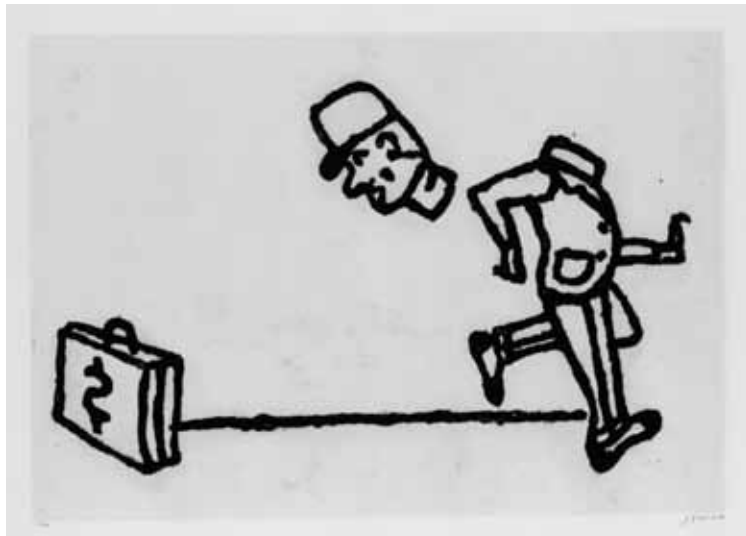
Jean Hurstel

Président de Banlieues d'Europe

[www.banlieues-europe.com](http://www.banlieues-europe.com)

<sup>1</sup> Une nouvelle Utopie culturelle en marche ? Essai sur une autre vision de l'action culturelle en Europe de Jean Hurstel (Éditions de l'Attribut, juin 2009).

Antonio Seguí, *Cabeza distraída*, 2010, 54,5 x 78 cm / 21,4 x 30,7 in., gravure au carborundum sur papier Japon contrecollé sur Arches. © Béatrice Hatala



# De la violence symbolique

## 2010 : année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

*[Ils] ne sont grands que parce que nous sommes à genoux.* Étienne de La Boétie

Un samedi matin, à proximité du rond-point Schuman. J'ai à prendre le métro pour rejoindre la gare centrale. Il fait froid. J'ai trop peu dormi et me suis levé « à l'arrache ». Je n'ai pas pris de petit-déj. Sur un écran publicitaire *clear channel* – doux dispositif de répression culturelle – une affiche, soudain, s'impose à mon regard. Je vois un gros plan sur un petit porte-monnaie ouvert sur quelques cents, eux-mêmes posés sur une page d'un carnet de notes arrachées. Sur ce papier recyclé, on devine, gribouillés, un ou deux calculs comptables. Le solde est de plus ou moins un euro cinquante. On apprend que c'est le compte en banque de Julia... Un slogan, en gros caractère et comme tamponné sur le côté droit du cadre : STOP POVERTY NOW... Et dans le bas de l'affiche, sur toute sa longueur, est écrit : « About the 2010 European Year for combating Poverty and Social Exclusion ». Je passe le buisson *plexiglassé*. À l'entrée de la station, une autre affiche de la même campagne me montre un banc comme sommier, deux trois cartons comme matelas et un maigre sac de couchage bleu plus ou moins en boule comme couette. Une bouteille d'eau. Un sac plastique blanc comme valise... Et cette info qui se fond dans le décor : c'est le lit d'Hugo. STOP POVERTY NOW! La série n'est pas finie : une autre affiche un vieux ballon de football, dégonflé, misérable. Il s'agit du jouet de Bill. STOP POVERTY NOW. Une dernière exhibe le fond quasi vide d'un caduc de supermarché. Seuls passeront à la caisse une boîte de conserve et un pain de mie... C'est le menu d'Élise. STOP POVERTY NOW!

Je ne suis pas d'accord avec ces affiches, plus publicitaires que citoyennes! Contribuable européen malgré moi, je refuse d'avoir mis des sous dans la conception de telles armes culturelles! La pauvreté, ce n'est pas (que) dormir sur un banc. Ce n'est pas non plus forcément terminer les comptes du mois sur un solde de 1,50 euro. C'est encore moins ne pas avoir de compte en

banque! La pauvreté, ce n'est pas laisser son enfant shooter dans un ballon crasseux et ne pas pouvoir lui offrir un ballon *Addidas* « Mondial 2010 ». La pauvreté ce n'est pas manger peu, mal et pour pas cher... Ce que nous montrent ces affiches, ce sont les cas extrêmes de pauvreté, qui ne sont que la face visible de l'iceberg. Il est une pauvreté plus répandue, qui se maintient dans sa propre négation. Par rapport à Monsieur de Margerie qui gagne en moyenne 104.166 euro par mois, qui oserait ne pas se dire pauvre?

La pauvreté est ici caricaturée, stigmatisée. À quelle fin, ces gros traits? Que cherchent à provoquer comme prise de conscience et comme attitude ces affiches – étendards éphémères d'une campagne qui ne durera – heureusement! – qu'un an? Je n'en sais rien... De la pitié et de la culpabilité? (... *pauvre Hugo qui doit mal dormir, pauvre Bill qui n'a pas un beau ballon pour jouer, pauvre Elise qui mange mal, pauvre Julia qui n'a pas de sous et pas de banque... j'ai quand même de la chance avec mes 1.100 euro/mois, mon appartement minuscule qui ampute mon salaire de son tiers, mes courses équilibrées au Colruyt...*). De la peur? (... *n'empêche, ces conditions de vie, misérablement présentées, j'en suis pas si loin... un licenciement, une dépression, un accident et me voilà comme tous ceux que je croise dans le couloirs de la gare centrale...*). De la norme? (... *pour éviter cela, d'abord être satisfait de ma situation, m'y plier, et m'adapter au modèle proposé qui m'en préserve...*). Du contrôle? (*c.q.f.d.*) Car cette campagne n'est ni à destination des plus pauvres, ni à destination des riches, non! Elle parle aux classes moyennes : *voyez ce qui vous attend si vous n'entrez pas dans le moule. Gare à ces luttes contre la pauvreté qui se métamorphosent en vaste stratégie de normalisation. Vivre hors, vivre exclu, vivre en marge est un droit plus que jamais à défendre aujourd'hui quand on voit où la norme nous mène.*

Une campagne d'affichage pour lutter contre la pauvreté ne serait-elle pas plus juste et percutante si elle s'attaquait non pas à ses effets mais à

ses causes? Si elle montrait d'une part, une villa avec piscine et grosses voitures devant le garage de la propriété, et ce slogan : STOP POVERTY NOW? Si elle montrait, d'autre part, un gros plan des tickets de caisse d'une journée de shopping de je ne sais quelle *femme-à-mari-millionnaire*, STOP POVERTY NOW? Si elle montrait, enfin, un père qui, chez le notaire, remet à son fils les clés de sa société, telles un nouveau jouet, STOP POVERTY NOW... Je n'ai pas de formation à l'image, il y en a certainement de plus efficaces encore pour dire : s'il y a des pauvres, c'est uniquement parce qu'il y a des riches, *stop poverty now!* Et pourquoi ne pas conclure la série d'affiches par un panneau qui reproduirait le camembert de répartition des richesses, en Europe, et dans le monde... et qui, parlant de lui-même, dirait : les pauvres sont majoritaires, les riches minoritaires, *stop poverty now!*

Enfin, prenant au sérieux le *now*, il faudrait terminer la campagne générale de lutte contre la pauvreté par des appels à la manifestation, à la grève, à la mobilisation, à la solidarité, à l'enthousiasme, à la joie, à la création, au renversement de la misère qui nous conditionne... Bref, en appeler à une violence symbolique, elle est inévitable pour qui veut *stopper la poverty now...*

C'est à un moment précis que le pas change de cap quand le marcheur se sent perdu ou non charmé par le pays qui borde son allure. Si la direction s'avère mauvaise, ce n'est pas en persévérant – en progressant, disent pour ruser les illusionnistes! – qu'elle deviendra bonne. Quel que soit le degré de l'angle de déviation – sauf 360° – s'il est nécessaire de dévier, le randonneur dévie à un moment donné, aussi illogique que cela puisse paraître : pourquoi ici, et pas là-bas? Pourquoi maintenant et pas plus tard? Parce qu'ici, maintenant : *stop poverty now...*

Baptiste De Reymaeker  
collaborateur à Culture et Démocratie

Un groupe de sans-papiers de la rue Royale qui mènent une grève de la faim. © Frédéric Pauwels



L'équipe du Projet Rousseau/SEPSUD au complet à la Résidence Nord. Ils travaillent ensemble à une meilleure cohésion sociale entre les habitants du quartier et les prostituées. © Frédéric Pauwels



# Éviter l'« abonnement » intergénérationnel à la pauvreté

Fin 2009, l'institution du Délégué Général aux droits de l'enfant remettait un rapport thématique au Parlement de la Communauté française. *Conséquences et incidences de la pauvreté sur les enfants, les jeunes et les familles*<sup>1</sup> entendait dénoncer la prégnance croissante de cette dure réalité sur un public déjà fragilisé. Puisque leur pauvreté dépend de celle de leurs parents ou des adultes qui en ont la charge, les enfants sont touchés par toutes les formes de pauvreté. Pauvreté « classique », transmise de génération en génération avec un cortège d'incidences sur de nombreux domaines de la vie : l'accès au logement, aux soins de santé, à l'éducation et à la formation, au travail, aux loisirs et à la culture, le droit de vivre en famille...

La pauvreté pour l'enfant est un environnement global, perturbé par des difficultés d'origine économique : la nourriture qu'il absorbe, les vêtements qu'il porte, les relations qu'il vit avec ses parents, ses amis, sa communauté et jusqu'à l'air qu'il respire sont empreints de cette malédiction.

Plus grave encore, la pauvreté limite drastiquement la participation à la vie publique et la capacité à peser sur l'environnement politique.

Or, la participation des enfants et des familles qui vivent la précarité leur permet de sortir des déterminismes sociaux et économiques dans lesquels ils sont confinés. En donnant leur compréhension et expertise des situations difficiles, dégradantes et humiliantes, celles et ceux qui les vivent pourront s'en affranchir réellement. Cette vision culturelle de la pauvreté est bien trop souvent passée sous silence au bénéfice de la lecture purement économique.

Lors des nombreuses rencontres précédant l'écriture de notre rapport, il nous a souvent été démontré combien les dispositifs « pensés d'en haut » ne tiennent pas compte des réalités concrètes, et sont au mieux inefficaces, au pire contre-productifs... La méconnaissance relative qu'ont les intervenants sociaux des mécanismes de paupérisation et la minimisation des capacités de participation des jeunes précarisés provoquent des conséquences désolantes. Dans ce contexte, les dispositifs spécifiques ne remettent pas en question les rapports d'inégalité et de domination au sein des collectivités locales et peuvent même induire une exclusion accrue des plus pauvres.

La participation des jeunes confrontés à la

précarité est un enjeu prioritaire. Alors que la société fait la promotion de valeurs individualistes, la participation implique que tout le monde coopère. Participer, c'est revendiquer une place utile, c'est vouloir compter, c'est chercher à peser sur sa propre vie et celle de sa cité. Indéniablement, le repli frileux sur soi et ses pairs, le manque d'investissement solidaire et citoyen, le déficit de participation de certains jeunes altèrent lourdement leur image.

Pour contrer ce repli, les pratiques culturelles participatives offrent un champ d'expériences positives très estimables : théâtre-forum, ciné-forum, ateliers créatifs en tous genres rendent possible une certaine reconnaissance de soi et la valorisation de son existence. La culture offre ainsi une réponse pertinente à cette plainte souvent formulée sous des formes analogues lors de nos rencontres : *Le pire n'est pas tellement de n'avoir rien mais bien d'être considéré comme rien!*

Bernard De Vos

Délégué général aux droits de l'enfant

<sup>1</sup> téléchargeable sur [www.dgde.cfwb.be](http://www.dgde.cfwb.be). Un reportage est disponible sur simple demande à [dgde@cfwb.be](mailto:dgde@cfwb.be)

## La culture, élément constitutif méconnu de la lutte contre la pauvreté

Il y a unanimité aujourd'hui pour dire que la pauvreté est multidimensionnelle, qu'elle touche tous les aspects de la vie d'une personne. Unanimité aussi pour dire qu'elle entraîne une violation des droits de l'homme, parmi lesquels les droits culturels.

Force est cependant de constater que les femmes et les hommes qualifiés de pauvres sont encore souvent considérés, et donc traités, avant tout comme des êtres à qui il faut fournir un abri pour dormir, de la nourriture pour survivre. Autrement dit, la dimension culturelle de la pauvreté ne serait pas aussi destructrice que la dimension économique de celle-ci ; les droits culturels ne seraient pas aussi fondamentaux que les droits économiques.

À l'écoute des personnes qui vivent dans la pauvreté, on s'aperçoit pourtant relativement vite que cette hiérarchisation n'est pas pertinente. Ainsi, par exemple, des personnes sans abri racontent qu'il leur arrive de choisir de passer une soirée au cinéma avec un copain alors même qu'elles savent que cela les privera à coup sûr d'un abri pour la nuit, puisque toutes les places disponibles auront été distribuées entre temps.

Il y a un écart significatif entre le regard porté sur la pauvreté par les personnes qui en sont victimes et par celles qui la voient de l'extérieur. La vision de ceux qui ne vivent pas dans la pauvreté, la grande majorité – en Belgique du moins – prédomine largement. On peut affirmer sans risque de se tromper que le fait de vivre sous le regard des autres, en fonction de celui-ci, est une

caractéristique essentielle de la pauvreté. Il explique pour une grande part l'enfermement des personnes pauvres, réduites par d'autres à un ensemble de manques.

La hiérarchisation des droits est peu pertinente, disions-nous ; elle est aussi contre-productive. Les politiques de lutte contre la pauvreté qui oublient que les personnes pauvres sont avant tout des êtres humains, c'est-à-dire des êtres qui ont d'autres aspirations que d'être nourris et logés, sont vouées à l'échec. Les principaux intéressés ne peuvent adhérer à de telles initiatives, ils ne s'y reconnaissent pas. Un logement, par exemple, est censé offrir bien plus qu'un abri, un refuge : il contribue à se forger sa propre identité. *Être chez soi, c'est être soi.* C'est pour cette raison que certaines personnes préfèrent 'habiter' une caravane, qu'elles se sont appropriées, autour de laquelle elles ont aménagé un coin de verdure, que d'être 'relogées' dans un logement social offrant sans doute plus de confort et correspondant certainement davantage à l'idée que la plupart se font d'un logement.

L'année 2010 sera-t-elle l'occasion de (re)découvrir la culture comme élément intrinsèque de la lutte contre la pauvreté ? Les textes européens fixant les objectifs de cette année n'évoquent pour ainsi dire pas la culture ; le programme national de la Belgique guère plus. Et pourtant, plusieurs États membres ont intégré dans leur cérémonie d'ouverture de l'année la dimension culturelle. Ce fut le cas en Belgique. Soucieux d'associer les personnes qui vi-

vent dans la pauvreté à cet événement, mais d'une façon qui leur permette de se présenter autrement que 'sans emploi', 'sans instruction', 'sans logement',... le Comité d'accompagnement de l'année 2010 a tout naturellement décidé d'organiser l'événement dans un lieu culturel, la Maison des savoirs à Koekelberg. Il est donc permis d'espérer que l'aspiration au beau, à l'expression, à la rencontre soit davantage reconnue dans son universalité.

Françoise De Boe

Coordnatrice du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale

*Amis, voisins, sans-abri, chômeurs, etc.: tout ce beau monde passe dans ce petit appartement à Bruxelles pour voir Ampelio : celui qui est surnommé dans le milieu le robin des bois du logement social. © Frédéric Pauwels*



# Culture: prendre la parole

Faut-il en pleurer, faut-il en rire? Maudire l'hypocrisie des discours ruisselants de bons sentiments? Ou saisir l'occasion pour rappeler que s'il y a des pauvres, c'est parce qu'il y a des très riches?

Cette année européenne de lutte contre la pauvreté pourrait être le moment de démontrer que réguler les marchés financiers et lutter contre la spéculation est bien plus efficace pour « éradiquer » la pauvreté que toute la compassion du monde. L'occasion de nous mobiliser, avec celles et ceux qui se battent tous les jours contre la pauvreté, pour rappeler qu'agir sur la pauvreté passe par une promotion de la qualité des emplois et par un niveau des salaires suffisant.

Pour beaucoup, la priorité reste de survivre. Les chiffres officiels pointaient (avant les nouveaux développements de la crise financière) 80 millions de pauvres dans l'Union européenne.

Je suis en colère contre l'hypocrisie et les doubles langages, mais cette colère me donne envie de rendre compte de ce que mon expérience dans un CPAS de la Région de Bruxelles m'apprend chaque semaine. La pauvreté, c'est bien sûr le manque d'argent<sup>1</sup>. Ce manque pèse sur l'ensemble des conditions de vie : logement,

scolarité, environnement, santé. Mais la pauvreté ne se mesure pas seulement en termes de ressources financières. Les chiffres ne disent rien du manque de reconnaissance, du mépris, de l'isolement social.

Suspicion systématique, humiliation, obligation de mettre régulièrement sa vie à nu (les mots pour le dire : « se soumettre à l'enquête sociale »)... C'est cela être pauvre. C'est aussi se demander à partir de combien de jours par semaine passés sous le même toit que son amoureux(se) il faut aller en avertir son CPAS, et se voir réduit au taux cohabitant.

La pauvreté, c'est aussi la peur, la survie dans la débrouille, les petites fraudes contraintes. Gare à l'usager du CPAS qui vend quelques fleurs dans les restaurants ou des ceintures sur les marchés sans le déclarer!

La pauvreté, c'est être étudiant et se voir interdire de travailler bénévolement pendant ses heures de liberté (qui n'en sont plus) parce que l'engagement bénévole est « un sport de riche ». C'est au Quick que l'énergie de cet étudiant devrait être consacrée parce que le Quick paie. La solidarité, ça ne paie pas.

Je les entends jusqu'à plus soif, ces bons conseils teintés de morale de café du commerce, de ceux qui sont du côté du pouvoir, pas tou-

jours riches pour autant, mais notables quand même!

Comment oublier le regard de ces ados qui, à l'occasion d'une audition au CPAS, jouent le rôle de traducteurs pour leurs parents qui se font engueuler sans pouvoir répliquer? Le pire de la pauvreté, c'est l'humiliation.

C'est à des moments comme ceux-là que je me dis que les enfants peuvent affronter la pauvreté matérielle, s'ils sont fiers de leurs parents, si leurs parents trouvent la force de se battre aux côtés d'autres, syndicalistes, membres d'un comité de quartier, d'une association... Bref, des pauvres qui le sont déjà moins parce qu'ils prennent la parole. Avec d'autres.

N'est-ce pas par ces prises de parole, par ces engagements partagés, que se manifeste la capacité à penser l'avenir? Voilà une définition de la culture, partielle bien sûr, mais qui me plaît.

*Anne Herscovici*

Députée écolo au Parlement de la Région bruxelloise, Conseillère au CPAS d'Ixelles

**1** À Bruxelles, la location d'un logement de deux chambres sans aucun confort de base est de 590 euros. Le revenu d'intégration d'un chef de famille est de 967 euros. Le salaire minimum d'un travail à temps partiel – souvent imposé aux femmes – est du même ordre.

## La culture, contribution à la lutte contre l'exclusion

Rappelons d'abord la très belle phrase de Marcel Hicter : « la culture n'est ni la connaissance ni l'érudition; la culture est une attitude, une volonté de dépassement personnel total, de son corps, de son cœur, de son esprit, en vue de comprendre sa situation dans le monde et d'infléchir son destin; c'est la prise de conscience du besoin de s'exprimer et la maîtrise des moyens de cette expression »<sup>1</sup>.

Jusqu'au début des années 70, avant le choc pétrolier et le démarrage de la crise, la culture populaire se développait grâce à la sociabilité du travail, au travers d'une série d'associations sociales et culturelles qui y étaient liées.

Aujourd'hui, la précarisation, le chômage et la paupérisation ont grandement contribué à briser les organisations de lutte, d'entraide et d'éducation permanente dont s'était doté le monde ouvrier. Les solidarités font souvent place au chacun pour soi dans la bataille individuelle pour la survie économique et sociale. On assiste ainsi au triomphe de l'individualisme, qui, de surcroît, est fortement induit par la culture de masse.

En particulier, les publics les plus fragilisés se retrouvent exclus du marché du travail, en plein désarroi et souffrent non seulement de la pauvreté mais aussi de la perte de repères : les institutions organisées autour du travail sont délégitimées à leurs yeux et l'école ainsi que les institutions culturelles leur apparaissent peu susceptibles de les sortir de l'ornière; certains en viennent à concevoir comme fatal leur état de sans-emploi et le passage de l'école à l'aide sociale. Il s'ensuit une très grande passivité, un réel repli

sur soi ainsi qu'une forte dépendance aux organismes de tutelles qui dispensent les revenus de remplacement. Leur comportement serait sans doute totalement différent s'ils avaient l'assurance de trouver un emploi et donc des moyens de survie « normaux » et dignes.

Que faire face à une situation aussi tragique? Comment renverser la vapeur? La solution définitive consiste en l'éradication des inégalités... Mais celles-ci ne font que se creuser aujourd'hui et l'avènement d'un nouveau projet de société n'est pas pour demain... L'idéologie actuelle selon laquelle chacun est responsable individuellement de son destin ne fait que renforcer les phénomènes de culpabilisation, de stigmatisation et de légitimation du système...

Le combat sur le plan culturel (tel que mené notamment par la FUNOC<sup>2</sup>) a donc toute son importance, pour tenter d'engrayer cet engrenage de leur marginalisation :

- En leur donnant la parole.
- En les aidant à rehausser leur estime de soi et leur confiance en soi, via des activités gratifiantes et valorisantes.
- En leur faisant découvrir de nouveaux moyens d'expression qui les aident à se réapproprier leur histoire et s'ancrent dans leurs expériences de vie actuelle.
- En leur permettant de (re)trouver le plaisir du vivre ensemble, du agir ensemble, du créer ensemble, du lutter ensemble... bref tout le contraire des effets de la culture de masse.

Les activités culturelles développent des solidarités et permettent de trouver ou retrouver les outils et les moyens pour mener des actions ci-

toyennes, individuelles et collectives. Elles contribuent à rendre ces publics plus combattifs vis-à-vis des déterminismes sociaux qui ont pesé et pèsent sur leur destin individuel.

Par là, elles leur redonnent une dignité, une combativité, une culture...

*Christiane Verniers*

FUNOC (Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi)

**1** Marcel Hicter fut Directeur du Ministère de la Culture durant de très nombreuses années durant lesquelles il défendit inlassablement la démocratie culturelle ainsi que l'éducation permanente.

**2** Voir l'analyse des grands enjeux auxquels sont confrontés des organismes de formation tels que la FUNOC dans l'ouvrage que celle-ci vient de publier:

Christiane Verniers, *Formation-Insertion*, éditions FUNOC-Contradictions, 3<sup>e</sup> trimestre 2010.

*Une femme dort dans un abribus. L'équipe la connaît depuis deux ans. Elle a toujours refusé de l'aide. « Laissez les gens en paix! Cessez de m'appeler O..., appelez-moi Madame! ». © Frédéric Pauwels*



# Pauvreté, participation et culture

Aujourd'hui, en Belgique comme en Europe, les pauvres vivent dans une plus grande insécurité. Depuis quelques années, nous entendons des personnes vivant dans la grande pauvreté dire : « Et demain, nos enfants connaîtront une situation encore pire que la nôtre ». Les conditions de vie des plus pauvres s'aggravent. Une des caractéristiques de la grande pauvreté aujourd'hui est la *conditionnalité des droits*. Cela veut dire que l'accès aux droits fondamentaux est soumis à des conditions de plus en plus contraignantes. Cela se marque dans tous les domaines. Par exemple, les allocations de chômage sont soumises à la condition que le chômeur apporte la preuve qu'il recherche activement du travail. Les contrôles sont de plus en plus sévères, les sanctions de plus en plus nombreuses, laissant des familles sans ressources. On constate que ce sont les plus fragiles qui sont le plus souvent sanctionnés. On sait pourtant qu'il n'y a pas d'emplois pour tout le monde. Ce système met une pression non seulement sur les demandeurs

d'emploi, mais aussi sur ceux qui ont la chance d'avoir un emploi et qui, dans de telles circonstances, sont plus enclins à accepter des conditions précaires de travail et de salaire.

C'est dans un tel contexte qu'on parle de participation. Mais de quelle participation parlons-nous ? Nous pourrions distinguer deux grandes formes de participation. La « participation-intégration », qui vise à intégrer une personne qui vit dans la pauvreté et l'exclusion dans un système conçu par d'autres, même si, dans les faits, ce système contribue à produire de la pauvreté et des inégalités. À côté de cela, nous pourrions parler d'une « participation transformatrice », participation qui rend la personne réellement actrice dans la société. On est vraiment acteur dans un groupe – ou plus largement dans la société – quand on a les moyens d'apporter des changements au groupe ou à la société. C'est cette participation-là que nous voulons promouvoir. Cela demande du temps. Cela exige surtout d'accepter une remise en question de la

manière dont fonctionne notre société, remise en question qui trouve son fondement dans l'expérience et la pensée des plus pauvres.

Dans ce chemin qui demande du temps, la culture peut jouer un rôle essentiel. Nous l'avons expérimenté dans nos projets<sup>1</sup>. On parle bien ici de permettre aux participants d'être acteurs de culture, d'acquérir des moyens d'expression artistique et de création. Le chemin qui conduit à la création artistique permet à la personne pauvre d'avoir une autre image d'elle-même, autre que celle qui lui renvoie sans cesse la société qui ne voit le pauvre qu'en termes de manques ou de problèmes. De même, ce chemin force la société à voir le pauvre autrement. Cette transformation du regard est essentielle pour permettre l'émancipation des plus pauvres.

Régis De Muylder  
ATD Quart Monde

<sup>1</sup> Voir [www.atd-quartmonde.be/-Maison-des-Savoirs.39-.html](http://www.atd-quartmonde.be/-Maison-des-Savoirs.39-.html)

## Quand j'entends le mot culture, je sors ma barre de fer. Pour la protéger.

« Culture et pauvreté », le débat est large bien sûr. Car pour beaucoup d'observateurs, ou le grand public, tout cela a une signification bien différente.

Il y a d'abord la « culture pauvre », au sens de « peu de valeur ». Paradoxalement, c'est ce que pensait mon grand-père – ébéniste, qui n'avait terminé que son école primaire – lorsqu'il assistait à des shows télévisés. La vraie culture, à ses yeux, restait la musique classique. Il n'hésiterait pas à économiser pour se rendre au Concours Reine Élisabeth... Sa culture était pourtant une culture ouvrière, mâtinée d'une formation politique engrangée au fil du temps et des rencontres. Cela l'amènera à défendre avec des barres de fer des projections de films d'Eisenstein ! Et cela ne l'empêchera pas à passer du bon temps au café avec ses amis.

Mais il était en quelque sorte atypique, il le reconnaîtra lui-même, dès lors que la culture ouvrière, à l'époque, passait rarement par Tchaïkowsky et plus souvent par la fanfare locale et le club de foot (aujourd'hui, le club de

foot est toujours présent, la fanfare moins souvent).

La culture des pauvres n'est pas forcément la culture de masse, culture à laquelle ils n'ont d'ailleurs pas toujours accès. Elle comprend aussi des habits et des savoirs que les autres classes sociales n'arrivent pas toujours à percevoir ou à comprendre. On oublie souvent – et des organisations comme ATD Quart Monde font bien de nous le rappeler – que les pauvres ont des savoirs, et qu'il faut en tenir compte. Trop souvent, pour le monde extérieur et les travailleurs sociaux, le fait d'être pauvre signifie, par exemple, être incapable d'élever « convenablement » ses enfants...

Ne pas bien connaître la *culture des pauvres* (au sens où il s'agit d'une production) pose problème dès lors que l'on veut leur proposer l'accès à des productions culturelles « émancipatrices » dont le caractère émancipateur se résume souvent au simple fait que les plus démunis n'y auraient pas accès sans un soutien extérieur. Mais ce qui est frappant, c'est que ces pro-

ductions culturelles ne sont pas pour autant suivies par la grosse majorité de la population, qui se contente souvent de la « culture de masse », mais qui, n'étant pas pauvre, ne doit pas faire l'objet d'autant d'attentions.

On risque ainsi d'obliger celles et ceux dont on voudrait qu'ils et elles aient accès à la culture, à faire le grand saut, à s'intéresser à une culture qui n'est pas la leur, loin de là. Bien sûr, certains, comme mon grand-père, y aurait trouvé leur compte. Mais le caractère libérateur de la culture ne vient-il pas avant tout de son auto-production ? Il est frappant de constater que nombreux sont les hommes et les femmes qui, parce qu'ils croient à ce processus de création collective qui tient compte des spécificités des plus démunis, se retrouvent chaque jour en prison, un peu partout dans le monde. Pour avoir voulu lutter contre la *culture de la pauvreté*.

Philippe Hensmans  
Directeur Amnesty International  
Belgique francophone

Amélie Pirotte, infirmière bénévole de Médecins du Monde soigne un sans-abri au centre Masui de Bruxelles. © Frédéric Pauwels

Pascale Sury, novembre 2008, Facere – Centre pour personnes handicapées, Bruxelles

Jean-Luc, 47 ans. Traumatisé crânien suite à un accident en camionnette. Jean-Luc a perdu l'usage des mots. Son épouse l'accueille à la maison un week-end sur trois. Le reste du temps, il vit dans un home pour personnes polyhandicapées. © Gaetan Nerinck



# L'école est le véritable enjeu de l'émancipation sociale

*Les professeurs qui m'ont sauvé étaient des adultes confrontés à des adolescents en péril. Ils se sont dits qu'il y avait urgence. Ils ont plongé. Ils m'ont raté. Ils ont plongé de nouveau, jour après jour, encore et encore... Ils ont fini par me sortir de là. Et beaucoup d'autres avec moi. Ils nous ont littéralement repêchés. Nous leur devons la vie<sup>1</sup>.* Et oui, nous vérifions au quotidien ce repêchage : car notre école, certifiante et formative, n'est quand même pas une école comme les autres. En effet, l'histoire de l'École Ouvrière Supérieure (É.O.S.) se confond avec l'histoire sociale du pays. Créée en 1920 pour former les cadres politiques et syndicaux du P.O.B. (Parti Ouvrier belge) au droit du travail et ouvrir les portes de l'enseignement supérieur aux classes populaires, cette école a « sauvé » quelques centaines d'étudiants de la déroute, eux qui n'avaient connu qu'échec et désillusion. D'ouvriers par nécessité, ils devenaient assistants sociaux par choix.

La réalité contemporaine de notre école est traversée par la particularité d'offrir une « **formation de la dernière chance** » pour bon nombre d'étudiants aux parcours scolaires chaotiques. Le niveau d'échec en 1<sup>ère</sup> année témoigne des trajectoires scolaires difficiles des étudiants qui ne possèdent pas tous un titre pédagogique délivré par l'enseignement secondaire de type général. À travers ses cours du soir, l'É.O.S. permet à ceux qui travaillent en journée de pouvoir suivre également un bachelor. Beaucoup d'étudiants choisissent cette formule et

cumulent, non sans un certain brio, travail en journée et apprentissage intensif le soir. C'est dire s'ils arrivent particulièrement « amochés » en classe parce qu'ils concilient la double, voire la triple journée de travail : travail, charge de familles et études. Notre école s'est formée au départ d'un postulat selon lequel tout n'est pas toujours joué d'avance. L'enjeu de l'école est de prendre le contre-pied de la reproduction sociale en s'attachant à rompre les mécanismes sélectifs dont l'effet de stigmatisation sur les étudiants provenant des classes populaires est encore vigoureux. Notre défi est de (re)donner le goût d'apprendre, le goût du savoir, l'envie de s'épanouir comme adulte responsable. Tous les jours, nous pouvons vérifier la théorie de l'héritage culturel de Pierre Bourdieu qui rapporte que la reproduction des inégalités sociales, dans et par l'école, tient à la nature même du modèle culturel scolaire. Le modèle culturel scolaire rassemble un ensemble d'aptitudes, de dispositions verbales proches de celui des classes dominantes. On part du principe que les étudiants ne possèdent aucun de ces pré-requis pourtant indispensables. Les familles populaires ne connaissent pas les codes sociaux et les concepts pédagogiques en vigueur dans l'enseignement supérieur. Leurs parents n'ayant pas fréquentés ce type d'enseignement n'ont pas pu, de fait, leur expliquer comment se déroule une année en « supérieur », ce que veulent dire les termes session, mémoire, oral, etc. Pour leur permettre

de maîtriser les règles tacites d'apprentissage, le corps enseignant doit, d'entrée de jeu, les clarifier et expliciter tous les termes et consignes pédagogiques en les définissant. L'appui particulier à chaque étudiant se révèle intense étant donné l'origine sociale de certains jeunes peu scolarisés ou issus de l'enseignement professionnel où le recours à l'écriture comme mode d'expression relève parfois d'un doux rêve. Ne lisez pas dans ces lignes une plainte sur la baisse de niveau puisque notre école côtoie depuis 1920 des étudiants d'origine modeste ayant peu (ou n'ayant pas) fréquenté l'enseignement général, donc peu concernés par la chose scolaire et ne maîtrisant pas les codes culturels et les habitudes langagières. Leur perception du savoir est souvent bien éloignée de l'institution scolaire qui monopolise des exigences pédagogiques explicites mais aussi implicites. Tout l'enjeu est de leur donner le goût de la recherche documentaire, de l'écriture, de la construction d'un développement argumentaire, d'un raisonnement. J'envisage mon métier d'enseignante comme un métier de militant, d'adulte engagé qui « rame » à contre courant pour donner le goût d'apprendre et de découvrir le monde.

Catherine François

Professeure à la Haute École Prigogine, ÉOS

1 Daniel Pennac, *Chagrin d'école*, édition Gallimard, 2007.



Mohamed : « C'est excitant de tagger partout dans Bruxelles et pour moi, c'est un moyen d'être reconnu par les initiés » – Quartier Nord de Bruxelles. © Frédéric Pauwels

## Trame de fond

« Ils » peuvent se le permettre parce qu'ils ont un nom.

Vos parents parlaient ainsi, avec révérence, du Docteur X, du Notaire Y, de ceux qui pouvaient « se permettre » de dire, de faire, d'avoir, d'aller, d'être à l'aise, d'être là.

Avec argent et connaissances, allures et distinctions, se permettre !

Avec regard aussi, celui qui justement vient faire distinction, trace les « eux » et « nous », les « pas comme eux », les « pas comme nous ». S'il vous a fait une piqûre dès l'enfance, vous l'avez incorporé pour toujours. Et dans le bas, vous vous voyez, vous vous pensez avec les yeux de ceux d'en haut... Toujours inquiet de leur avis sur vous. Toujours inquiet. Malgré l'école.

Au-delà de l'argent absent, un réflexe vous pince en permanence, rend vos gestes un peu raides, bégaie votre pensée : « C'est pas pour moi. C'est pas pour nous »...

« Pas pour nous » le théâtre, l'opéra, la musique classique, l'avion, une salle de bain, la bibliothèque feutrée, des tentures, des rideaux, le restaurant, les vacances, un vélo, une voiture, l'université, des meubles, des habits neufs, des tapis, un fauteuil, de la lingerie et même des draps tirés, des couvertures douces... et même un petit

amour, au dessus, en dessous... C'est-pas-pour-nous.

Vous rasez les jours, en retrait et en retenue, en rage et en colère aussi, en mélange de recul et d'envie. D'être « comme eux » ! Mais si... au moins un peu !

Vous ne serez jamais comme eux.

Toujours emberlificoté dans la mémoire et dans les marques de « chez vous » : les vêtements qu'on vous donne, les gens qui vous les donnent, le ton des gens qui vous les donnent, l'obligation d'user de ce qu'ils vous donnent... parce qu'ils vous le demanderont : « ils vous vont bien les gros manteaux, les petites robes ? ». La honte de prendre les manteaux comme couverture. La honte de recevoir. La honte de ne pas recevoir, de ne laisser entrer que si peu de personnes. La honte du pas beau, du pas très propre non plus. La honte du délabré, du non net, du non réparé... parce qu'on ne sait pas, parce que le plombier coûte, parce qu'on a peur qu'il voit. Le billet de loterie plié en quatre sous la vilaine sainte vierge bleue. Les tours de rue à Noël pour voir des lumières dans les salons des autres. La débrouille des ventes, en plus de l'ordinaire. Le cadre récupéré, le nom « tableau » que vous n'osez pas lui donner. La place que vous lui trou-

vez pour faire un peu plus beau. Un peu de revues et de livres. Les leçons de tous ceux qui savent tellement mieux. Ils disent « livres de gare ». Ils disent aussi « vulgaires ».

Avec les marques de chez vous, vous affrontez tout le temps ce qui est autre, chez les autres...

Et vous vous sentez grippée dans vos plis intérieurs, de la peur. La peur de l'extérieur. La peur de « leurs manières ». La peur de vos manières. La peur de perdre et de gagner, les vôtres, les autres. Jusqu'à la peur de vos désirs. La peur d'amour. La peur de corps. La peur de peau. La peur d'enfant. La peur d'avoir un enfant pauvre. La peur d'avoir un enfant de la peur.

Mais...

Écoutez quand même dans vos plis intérieurs, le battement d'une aile, un oiseau migrateur ! Entre les trous des manques et du fond des racines, poussent un petit feu fou, l'écriture d'un nom, les allers, les retours de votre accordéon, la recherche sans fin, avec ceux de chez vous, de nouveau « c'est pour nous ». Aussi.

Noëlle De Smet

Présidente de

Changement pour l'égalité (CGÉ)

## L'Europe et la lutte contre la pauvreté

**En consacrant une année à la thématique de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, quel message l'Union européenne a-t-elle voulu faire passer ? Si, en tant qu'outil économique et même avec les récents événements, l'Europe fonctionne plutôt bien, son visage social pose problème. Quelles sont donc ses ambitions pour la lutte contre la pauvreté ? Et avec quelle attention pour la dimension culturelle ? Quelques petites précisions...**

L'intérêt de l'Europe pour la lutte contre la pauvreté trouve ses origines dans la Stratégie de Lisbonne (2000-2010). Si ce processus désigne l'axe majeur de politique économique et de développement de l'Union, il précise également le pas décisif à faire dans la lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de la Méthode ouverte de coordination sociale, un consensus s'est ainsi forgé entre les États membres de l'Union autour des grands défis à relever, soit l'élimination de la pauvreté infantile et des familles, la facilitation de l'accès au marché du travail, à l'éducation et à la formation, la garantie d'un logement décent pour tous, la lutte contre les discriminations et les problèmes d'égalité entre les sexes et les générations, l'inclusion sociale des groupes vulnérables et la lutte contre l'exclusion financière et le surendettement.

Avec 2010, c'est la fin de la Stratégie de Lisbonne et la porte ouverte à de nouveaux objectifs, actuellement en négociation. 2010 est l'année charnière et lui assigner comme thématique la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale n'était pas anodin. L'idée était à la fois de rappeler le travail accompli ces 10 dernières années et de

donner un élan pour construire une Europe plus juste, plus solidaire pour les prochaines années, explique Anne Degrand de la DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des Chances de la Commission européenne et coordinatrice de l'Année Européenne 2010.

Pour la Stratégie 2020, continue Anne Degrand, la Commission a publié des objectifs pour l'ensemble de l'Union et des politiques, dont un est consacré à l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et vise une réduction de 25 % de la pauvreté pour 2020. Les États prendront une décision en juin sur le maintien ou non de ces objectifs. Si l'on peut se réjouir de l'intégration d'une ligne directrice consacrée à l'inclusion sociale et de sa prise en compte au plus haut niveau décisionnel, il faut cependant souligner le risque que cette thématique reste à la marge des politiques européennes. En effet, dans un récent communiqué, Fintan Farrell, directeur d'EAPN<sup>1</sup>, déploie que les objectifs sociaux et durables ne soient pas transversaux à toutes les Lignes directrices de la Stratégie 2020. L'EAPN plaide ainsi pour une meilleure intégration des objectifs d'inclusion et de cohésion sociales, afin que la lutte contre pauvreté et l'exclusion sociale ne soit pas limitée à des mesures relatives à l'emploi.

Et la culture dans tout cela ? Et bien, le rôle positif de l'action culturelle semble faire l'unanimité. Nombreux d'ailleurs sont les projets culturels qui ont été initiés dans le cadre de cette année européenne de lutte contre la pauvreté<sup>2</sup>. En Communauté française, la DG Culture propose aussi un programme d'actions<sup>3</sup> mettant en évidence la contribution des politiques et actions culturelles en faveur de la lutte contre

la pauvreté et l'exclusion sociale.

Si l'apport de l'art et de la culture semble évident, la question du développement des droits culturels doit encore être traduit en objectif concret et effectif, nécessitant une approche transversale. Actuellement, termine Anne Degrand, l'accès à la culture ne fait pas partie des priorités en matière de lutte contre la pauvreté. Mais, au niveau des politiques sociales, il y a une vraie prise de conscience que l'action culturelle joue un rôle important. Les choses pourraient donc changer. Le plus grand des voyages ne commence-t-il pas par un premier pas ?

Marie Poncin

pour Culture et Démocratie

<sup>1</sup> Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) – [www.eapn.eu](http://www.eapn.eu)

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur les projets mis en place dans le cadre de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté, visitez le site Internet consacré à l'année européenne <http://2010againstpoverty.europa.eu>

et le site internet de la DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=637> Au niveau belge, c'est le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale qui organise la participation de la Belgique à l'année européenne

[http://www.luttepauvrete.be/2010\\_Ann%C3%A9e\\_Europ%C3%A9enne\\_agenda.htm](http://www.luttepauvrete.be/2010_Ann%C3%A9e_Europ%C3%A9enne_agenda.htm)

<sup>3</sup> [http://www.luttepauvrete.be/2010\\_Ann%C3%A9e\\_Europ%C3%A9enne\\_agenda\\_culture2010b.pdf](http://www.luttepauvrete.be/2010_Ann%C3%A9e_Europ%C3%A9enne_agenda_culture2010b.pdf)

## Visite au « Kot » d'Anvers

Le nom de Jos Van Praet vous est probablement inconnu. Il n'est d'ailleurs apparu qu'une seule fois dans la presse flamande, donc infiniment moins souvent que Jean-Luc Dehaene, Yves Leterme, Herman Van Rompuy, Bart De Wever ou même Jan Hoet, Jan Fabre et les autres BV (Bekende Vlamingen) habituels. Jos Van Praet a été présenté dans un article de *Visie*, le bimensuel des membres de l'ACW (la puissante coupole des organisations chrétiennes flamandes des travailleurs). Jos Van Praet, âgé de 53 ans, est marquer de marchandises dans le Port d'Anvers. Comme ouvrier à la journée. Cela veut dire que, jour après jour, il doit se rendre au « Kot » pour savoir si ce jour-là il y a du travail pour les ouvriers à la journée et s'il pourra (ou devra) éventuellement revenir le lendemain. Au Kot, les employeurs cherchent et choisissent leurs « journaliers ». On peut y voir une version moderne du

marché aux esclaves, quoique les deux parties reconnaissent qu'en temps de prospérité économique le système fonctionne très bien, étant donné le grand besoin, dans la navigation marchande, de personnel immédiatement disponible.

Or, dans ledit article, Van Praet raconte que, depuis le Nouvel An, il a à peine travaillé neuf jours, et que cela ne lui est jamais arrivé « au cours des vingt-cinq années qu'il a été actif au Port d'Anvers ». Il ajoute que le taux de chômage qui frappe les travailleurs portuaires dépasse les 20%. Cette année, il ne touchera pas de pécule de vacances ni de prime de fin d'année, et il est convaincu que les employeurs profiteront de la précarité des journaliers pour mettre de plus en plus la pression sur eux : ceux qui font trop d'histoires s'entendent vite dire qu'« ils peuvent rester chez eux le lendemain ».

Cela me rappelle des scènes de films évoquant la Grande Dépression dans l'Amérique des années 1930 où l'on voit des nuées de demandeurs de travail, hâves et démunis, devant les grilles de fer d'usines ou de quais. Bien sûr, la Flandre n'en est pas (encore) là, contrairement au triste sort que subissent les gens comme Jos Van Praet. Il n'empêche qu'il y a maintenant des dizaines de milliers de chômeurs qui, tel Jos Van Praet, ne savent plus à quel saint se vouer. Et qui réalisent peut-être qu'une Flandre dotée de davantage de compétences ne débouche pas automatiquement sur plus d'aisance pour le Flamand moyen. Recommandons donc chaudement aux politiques flamands de visiter le Kot, à Anvers.

Guido Fonteyn

Journaliste et essayiste

Chronique publiée dans *Le Vif / L'Express*, le 7 mai 2010

## Images: Antonio Segui, Frédéric Pauwels

Ce *Côté « images »* propose des artistes qui, impliqués dans la dénonciation des dérèglements de notre société, le font de manière bien différente...

L'amicale collaboration de Jean Marchetti nous permet de présenter l'imagerie en délire, les dessins sarcastiques récents (2010) d'un Antonio Segui révolté par les dérapages d'une société (l'ultra-libérale!) qui ne vit que par l'argent et pour le profit. La crise lui a inspiré ces œuvres récemment présentées au Salon d'Art, à Bruxelles<sup>1</sup> : « en peignant Bernie Madoff, remarque Edward Shaw, Antonio Segui l'a fait entrer dans l'histoire de l'art, (...) avec toute une génération de spéculateurs et de joueurs invétérés » ! « Une atmosphère de débandade : celle d'une foule de gens détalant dans tous les sens, comme autant de poulets dont on aurait tranché le cou ».

Né en 1934 à Cordoba, Argentine, Antonio Segui vit en France où il peint, grave, dessine de manière obsessionnelle. Faut-il présenter encore cet artiste dont les œuvres se trouvent dans les musées et collections publiques du monde entier, et qui a reçu tous les prix ? Il nous plaît pourtant de rappeler ses liens anciens avec la Belgique, depuis les Biennales de gravure de Bonsecours (organisées par Lamblin et Belgeonne) et l'exposition montée en 1983 au Musée de Louvain-la-Neuve par Ignace Vandevivere (avec la complicité de Jacques Meuris et Jean Marchetti), jusqu'aux six expositions présentées, au fil du temps, par le Salon d'Art...

Pour Frédéric Pauwels (Anderlecht, 1974), la photographie est une forme d'expression essentielle. Elle est surtout le moyen de dire ce qui lui semble important, en tant qu'homme, comme le combat des sans-papiers, ou le monde des SDF qu'il fréquente avec Médecins du Monde et le Samu social, ou encore la lente destruction du village de Doel, pour l'élargissement du port d'Anvers. Des images en noir et blanc, distancées, différentes de celles, immédiates et souvent triviales, de la télévision... Quoique dénoncia-

trice, son approche est souvent positive. Ainsi, soutenant le groupe de musiciens bénévoles « Une note pour chacun », il dit ce que la musique apporte aux enfants malades. Membre du collectif « Luna », il réalise, avec Christophe Smets et Jeanouche Zafinerios, « D'ici et d'ailleurs », portraits d'immigrés (livre et exposition en 2006 au Botanique)<sup>2</sup>. Nominé en 2009 aux 46<sup>e</sup> Prix de la Presse Dexia - Presse photographique, il est un des lauréats du Prix national Photographie ouverte, en 2010 (Musée de la Photographie à Charleroi). Enseignant à l'Atelier de photographie Contraste, il nous propose des images de deux de ses élèves : Pascale Sury et Gaetan Nerinx<sup>3</sup>.

Son engagement professionnel au *Vif-L'Express* depuis 2007 (célébrités, jeunes apprentis pompiers, sosies de Johnny Halliday...) ne l'éloigne pas de sa préoccupation première : dire la solitude et la misère endémique, dans une société à la dérive. Pour Frédéric Pauwels, la photographie est une arme contre l'indifférence, une manière de vivre...

Georges Vercheval

1 Le Salon d'Art, rue Hôtel des Monnaies 81, 1060 Bruxelles présentait Antonio Segui du 8 mars au 8 mai 2010. Actuellement : Erro, jusqu'au 10 juillet ! [www.lesalondart.be](http://www.lesalondart.be)

2 « D'ici et d'ailleurs », édition « Couleurs Livres », exposition à l'Atomium jusqu'au 31 août.

3 [www.pascalesury.com](http://www.pascalesury.com) et [www.gaetanerinx.com](http://www.gaetanerinx.com)

Antonio Segui, *Superman*, 2010, 45 x 84,5 cm / 17,7 x 33,2 in., gravure au carborundum sur papier Japon contrecollé sur Arches. © Béatrice Hatala



**Culture et Démocratie** Depuis 1993, Culture et Démocratie rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice et relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle.

**Fondateur** Bernard Foccroelle

**Président** Roland de Bodt

**Vice-présidents** Sabine de Ville et Georges Vercheval

**Secrétaire** Nicole Gesché

**Trésorier** Marcel De Munynck

**Équipe** Baptiste De Reymaeker et Marie Poncin

**Adresse** rue Émile Féron 70, 1060 Bruxelles

tél 02 502 12 15, fax 02 512 69 11

[info@cultureetdemocratie.be](mailto:info@cultureetdemocratie.be)

Site web : [www.cultureetdemocratie.be/fr](http://www.cultureetdemocratie.be/fr)

Banque : Triodos 523-0803666-96

**Être membre de Culture et Démocratie, c'est important !**

C'est même vital ! Votre soutien contribue à renforcer l'action de notre réseau, à conforter ses prises de positions, à développer ses activités et les publications. Nous remercions vivement nos membres, anciens et nouveaux, qui se sont acquittés de leur cotisation... et nous rappelons à ceux qui n'y ont pas pensé encore.

Cette cotisation n'est que de 15 euro (il n'est pas interdit d'aller au-delà...). Votre qualité de membre vous assure le service du Journal (qui ne sera dorénavant plus envoyé qu'aux membres en ordre de cotisation), de la Lettre électronique mensuelle ainsi que des informations quant à la vie de l'association, de ses actions et prises de positions.

Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les « membres d'honneur » (50 euro). Outre les avantages cités plus haut, ces membres reçoivent dès leur publication les ouvrages publiés par l'association tels que « Les Cahiers de Culture et Démocratie » (*Les arts contemporains. Pour qui et pour quoi ?*; *La culture au cœur de l'enseignement. Un vrai défi démocratique*) ou encore *Culture et Vous ? Le droit à l'épanouissement culturel*; *Art en Prison. Échos et résonances*; etc.

Notre numéro de compte est le 523-0803666-96.

D'avance, merci !

**Ont collaboré à ce numéro** Emmanuelle Bonheure, Marie-Christine Bordeaux, Chantal Dassonville, Roland de Bodt, Françoise De Boe, Régis de Muylder, Baptiste De Reymaeker, Noëlle De Smet, Bernard De Vos, Guido Fonteyn, Catherine François, Philippe Hensmans, Anne Herscovici, Jean Hurstel, Marie Poncin, Georges Vercheval, Christiane Verniers.

**Mise en page** [christian.vanhoeter@skynet.be](mailto:christian.vanhoeter@skynet.be)

**Impression** Imprimerie Jan Verhoeven

**Éditeur responsable** Marie Poncin, rue Émile Féron 70, 1060 Bruxelles

**Avec le soutien** de la Communauté française



CULTURE  
ÉDUCATION PERMANENTE